

**Conseil du développement industriel****Quarante et unième session**

Vienne, 24-27 juin 2013

Point 12 de l'ordre du jour provisoire

**Recommandation d'un candidat****au poste de Directeur général****Candidats au poste de Directeur général****Note du Secrétariat**

Le présent rapport donne des informations sur les candidats au poste de Directeur général au 24 avril 2013.

1. L'Article 11.2 de l'Acte constitutif dispose que "le Directeur général est nommé par la Conférence, sur recommandation du Conseil, pour une période de quatre ans". La Conférence générale, à sa treizième session ordinaire, a nommé M. Kande K. Yumkella comme Directeur général pour une période de quatre ans, à compter du 8 décembre 2009 ou jusqu'au moment où le Directeur général nommé lors de la quinzième session ordinaire de la Conférence prendra ses fonctions, si cette date est postérieure (décision GC.13/Dec.18).

2. Conformément au paragraphe 2 de l'article 61 du règlement intérieur, "pour que les candidatures puissent être examinées, elles doivent parvenir au Président du Conseil au plus tard deux mois avant la date d'ouverture de la session ordinaire du Conseil précédant immédiatement la session de la Conférence lors de laquelle le Directeur général sera nommé". Comme annoncé dans une note verbale adressée le 5 décembre 2012 aux ministères des affaires étrangères, la date limite de réception par le Président du Conseil des candidatures a donc été fixée au 24 avril 2013.

Pour des raisons d'économie, le présent document a été tiré à un nombre limité d'exemplaires. Les représentants sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire aux réunions.



3. Au 24 avril, le Président avait reçu les candidatures suivantes, ici classées dans l'ordre alphabétique des noms de pays:

M. Sham L. Bathija	Afghanistan
M. Sok Siphana	Cambodge
M. Li Yong	Chine
M <sup>me</sup> Diana Battaglia	Italie
M. Abadulfatah Ahmed Altumi	Libye
M. Marcin Korolec	Pologne
M. Pongsvas Svasti	Thaïlande

4. On trouvera dans l'annexe I à la présente note les curriculum vitae fournis par les candidats.

5. La procédure à suivre par le Conseil pour la nomination du Directeur général est décrite à l'article 61 de son règlement intérieur.

## Annexe

### Curriculum vitae<sup>1</sup>

#### Sham L. Bathija

#### NOTE SUR LE PARCOURS PROFESSIONNEL, LES ATOUTS, LES APTITUDES, L'EXPÉRIENCE ET LES CAPACITÉS D'ENCADREMENT

##### APERÇU GÉNÉRAL

Diplomate et économiste spécialiste du développement de renom, Sham L. Bathija jouit d'une grande expérience théorique et pratique du commerce et de l'industrie. Il est depuis un certain nombre d'années Ministre et conseiller principal pour les affaires économiques auprès du Président de la République islamique d'Afghanistan. À ce titre, il s'occupe de l'ensemble des questions nationales, régionales et internationales relatives au développement économique de l'Afghanistan. M. Bathija possède une expérience professionnelle, technique et fonctionnelle de plusieurs dizaines d'années en matière de diplomatie économique des pays en développement, à l'échelle multilatérale au sein des organismes des Nations Unies à New York, au niveau régional en Asie, en Afrique et en Amérique latine, et à l'Organisation des Nations Unies à Genève.

Sa connaissance approfondie des politiques, pratiques et procédures des Nations Unies, ses aptitudes avérées à la négociation, ses connaissances éprouvées de l'analyse et de l'élaboration des politiques, et son expérience tant de la conduite des négociations bilatérales et multilatérales que des rapports avec la communauté internationale des donateurs, les institutions académiques et les dirigeants politiques et du patronat font de M. Bathija un excellent choix pour le poste de Directeur général de l'ONUDI.

M. Bathija écrit, parle et comprend de nombreuses langues dont l'anglais, le français, le dari et le farsi, le pachto et d'autres langues d'Asie centrale et du Sud, ce qui, s'ajoutant à ses compétences, à sa maîtrise du langage politique et diplomatique, à son large réseau de personnalités mondiales et à son influence notable, le met en mesure de contribuer de manière significative aux questions économiques mondiales qui sont actuellement à l'ordre du jour.

##### Expérience

##### **Expérience institutionnelle nationale, régionale et multilatérale en matière de développement**

Tout au long de sa carrière, M. Bathija a mis l'accent sur les questions liées au développement économique, social et politique des pays en développement en général et en particulier des pays les moins avancés (PMA), sans littoral et touchés par des conflits, en s'associant aux travaux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à la fois au Siège à New York et plus tard dans des lieux d'affectation sur le terrain en Asie et en Afrique. Il a rejoint la Conférence des

---

<sup>1</sup> Ces communications ont été reproduites telles qu'elles ont été reçues par le Secrétariat.

Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour s'occuper de questions concernant les pays les moins avancés, les pays sans littoral et l'Afrique, et en tant que coordonnateur avec l'Organisation de coopération économique (OCE). Il a dirigé un certain nombre de missions de haut niveau pour l'évaluation des besoins d'assistance technique en Asie, en Afrique australe et en Amérique latine, y compris dans les États des Caraïbes, au titre du Programme d'action de la Barbade pour les États insulaires en développement, en vue de consultations avec les gouvernements et les institutions sur la mise en œuvre d'actions spécifiques en faveur de ces pays.

M. Bathija avait lancé une initiative conjointe de coopération entre la CNUCED et la Ligue des États arabes (LEA) et il a été invité dans un certain nombre d'États membres de la Ligue pour assister et participer aux réunions intergouvernementales de haut niveau portant sur le commerce et le développement. Les travaux associés à l'initiative dans la région des LEA se sont poursuivis en 1999, et M. Bathija a participé à la mise en œuvre du Programme d'assistance au peuple palestinien, destiné à encourager la coopération de l'Autorité palestinienne avec l'Égypte et la Jordanie pour améliorer l'industrie, le commerce et d'autres services économiques connexes dans la sous-région.

Les travaux de M. Bathija en Afrique ont commencé lorsqu'il a pris ses fonctions en Gambie, l'un des PMA d'Afrique de l'Ouest, puis ont continué par la suite avec la coordination des activités à l'appui des objectifs du Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en faveur de l'intégration harmonieuse des pays africains en développement à l'économie mondiale.

S'agissant de l'Association de coopération régionale des pays du pourtour de l'océan Indien (IOR-ARC), M. Bathija a examiné, conformément au mandat de la CNUCED, les aspects d'une éventuelle coopération entre les deux institutions, mettant en exergue les éléments d'un programme d'assistance préparatoire dans les domaines du commerce, de l'industrie et du développement.

Outre ses travaux sur des questions intéressant les pays en développement les moins avancés, sans littoral ou insulaires, l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), le programme Tuman dans la région de l'Asie, la Ligue des États arabes (LEA) et l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), M. Bathija exerce depuis 2004 des responsabilités en tant que Représentant du Secrétaire général de la CNUCED et Coordonnateur exécutif pour les républiques d'Asie centrale et les institutions apparentées, y compris l'OCE, couvrant également l'Asie de l'Ouest, du Sud et du Nord-Est.

### **Rôle en matière de politiques publiques et de mobilisation mondiale**

M. Bathija a participé à différents titres (conférencier, président, expert ou intervenant) à de nombreuses conférences multilatérales, à des sommets de chefs d'État et à des forums internationaux, notamment au Forum de Crans Montana, au Caspian Forum, à des forums liés à l'énergie, aux fonds d'États souverains et à la finance islamique, aux sommets économiques de l'Asie du Sud, au Forum économique mondial sur la coopération Sud-Sud et à des réunions portant sur de nombreuses questions économiques régionales et mondiales. Il siège au conseil consultatif de plusieurs programmes et institutions à but non lucratif.

Compte tenu de son expérience internationale, M. Bathija a été élu vice-président de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue à Istanbul du 9 au 13 mai 2001 à l'invitation de M. Abdullah Gül, Président de la Turquie et sous la présidence du Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki Moon, et qui a regroupé de nombreux États Membres de l'ONU, en particulier 50 des pays les moins avancés. Auparavant, *M. Bathija est fier d'avoir été associé au groupe sélectionné de professionnels qui a contribué aux travaux en vue de la première initiative mondiale portant sur l'attribution de 0,7 % du PNB à l'aide au développement en faveur des PMA. Acceptée par la communauté internationale des bailleurs de fonds lors des conférences sur les PMA qui ont eu lieu à Paris, Genève, Bruxelles et Istanbul, cette proposition demeure à ce jour une référence mondiale pour l'aide au développement multilatérale et bilatérale.*

#### **Promotion de l'intégration économique régionale dans différentes régions**

En 2003, M. Bathija a été nommé **Représentant du Secrétaire général de la CNUCED et Coordonnateur exécutif pour les républiques d'Asie centrale et les institutions apparentées**, y compris l'OCE, le Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale (SPECA), le couloir Europe-Caucase-Asie (TRACECA) et l'Organisation de Shanghai pour la coopération, où l'initiative Route de la soie et d'autres actions en faveur du développement du commerce sont examinées;

Cette évolution avait été précédée par la conception, la mise au point et le lancement à *New York en 1995 de la première initiative multilatérale des Nations Unies portant sur le commerce, le transit et le transport*; par l'élaboration de l'*accord-cadre sur le transport en transit* dans la région de l'Asie centrale en 1997-1999, avec l'Organisation de coopération économique (OCE); par la mise en œuvre d'un volet économique du *Programme d'aménagement de la Route de la soie* faisant intervenir la Chine et cinq républiques d'Asie centrale, à savoir le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Tadjikistan. Plus tard, ce programme a comporté une dimension relative aux investissements infrastructurels pour le développement de la région;

M. Bathija a contribué aux initiatives à l'appui du Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et, précédemment, des institutions de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de la SATTAC;

Dans le cadre de son travail sur la Route de la soie, M. Bathija:

A co-présidé, examiné et conceptualisé *l'initiative-cadre Route de la soie à la "Conférence sur l'Afghanistan"*, qu'il a organisée à la John F. Kennedy School of Government de l'Université de Harvard en décembre 2005;

A conceptualisé et examiné le *lancement de l'initiative Route de la soie avec les hauts fonctionnaires du Centre de commandement des États-Unis d'Amérique (CENTCOM)* pendant l'Assemblée générale des Nations Unies, en septembre 2010 à New York;

A été invité à titre de conférencier à la conférence relative à une *nouvelle Route de la soie* organisée par le Gouvernement des États-Unis en juin 2011 à Washington. Cette réunion était destinée aux représentants du Gouvernement américain et son

ordre du jour visait à trouver un consensus entre le Département d'État, le Ministère de la défense, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le Conseil national de sécurité en vue de garantir une assistance économique à l'Afghanistan au-delà de 2014 et dans un cadre régional;

A examiné l'importance de *l'initiative Route de la soie dans le cadre du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale (SPECA)* en 2011 à Achgabat (Turkménistan); et a présenté des allocutions à l'occasion de nombreuses rencontres académiques internationales, dont une à l'Université John Hopkins (Washington).

### **Expérience des responsabilités ministérielles et politiques**

En tant que diplomate et économiste spécialiste du développement possédant une grande expérience théorique et pratique du commerce et de l'industrie, M. Bathija est depuis un certain nombre d'années Ministre et conseiller principal pour les affaires économiques auprès du Président de la République islamique d'Afghanistan. À ce titre, il s'occupe de l'ensemble des questions nationales, régionales et internationales relatives au développement économique de l'Afghanistan.

S'appuyant sur les dispositions de la Constitution de la République islamique d'Afghanistan, M. Bathija, dans ses fonctions de ministre, s'acquitte de toutes les tâches imparties aux hauts fonctionnaires suite aux délibérations dans les trois branches du gouvernement, en particulier au Conseil des ministres dirigé par le Président et au Conseil des ministres de l'économie dirigé par le deuxième Vice-Président, tout en répondant aux demandes de la Chambre basse (Majlis Choura) et du Sénat (Masharano Jirgha), de la Cour suprême et d'autres entités constitutionnelles afghanes. Il a eu l'honneur d'accompagner le Président, les Vice-Présidents et des ministres dans le cadre de visites d'État et de tournées ministérielles et autres dans les provinces pour tenir des consultations avec les gouverneurs, et de représenter le gouvernement à des sommets, réunions et forums internationaux, ainsi qu'auprès de groupes de réflexion universitaires dans le monde entier.

### **Développement du commerce et de l'industrie et coopération**

L'immense expérience professionnelle de M. Bathija au sein d'institutions internationales a porté en partie sur l'intégration du développement du commerce et de l'industrie et sur des questions étroitement liées dans les domaines de la finance, de la technologie, de l'investissement industriel et du développement durable. Plus précisément, M. Bathija a contribué à:

- Mettre l'accent sur les liens entre le commerce, la réduction de la pauvreté, le développement humain et la réalisation des OMD et, dans ce cadre, à souligner le rôle que jouent les politiques et les activités des secteurs du commerce et de la production pour le travail analytique et normatif global et l'aide au développement;
- Élaborer des approches cohérentes et efficaces et à veiller à la bonne exécution des programmes et des activités liées aux secteurs du commerce et de la production;

- Rechercher des complémentarités entre l'aide fournie par le biais du Cadre intégré et l'initiative Aide pour le commerce;
- Intégrer les questions de politique et les activités des secteurs du commerce et de la production, selon les cas, dans des plans nationaux, notamment à travers des missions et des opérations conjointes;
- Mutualiser des données d'expérience et des informations sur des questions politiques, administratives et financières en vue de parvenir à la cohérence des réformes entre pays en développement;
- Élaborer des propositions et des initiatives conjointes concernant les programmes et les activités de développement, qui sont soumises aux États membres, aux donateurs et aux coordonnateurs résidents pour être examinées et conduire à la mise en place d'actions; et
- Concevoir et exécuter des activités de formation à l'intention des fonctionnaires des pays en développement, pour renforcer la sensibilisation et la compréhension des liens entre le commerce, la réduction de la pauvreté, le développement humain et la réalisation des OMD dans certains secteurs spécifiques du commerce et de la production, en matière de politique et d'aide au développement;
- Recenser dans l'Initiative pour le renforcement des capacités commerciales les principaux domaines de l'assistance aux pays en développement et aux PMA en particulier;
- Renforcer les capacités humaines et institutionnelles des pays en développement afin de consolider leurs politiques de développement et de créer un environnement institutionnel propice au développement durable;
- Aider les pays en développement à mieux comprendre leurs problèmes économiques et à trouver des solutions sur mesure; et
- Permettre aux pays en développement de mener des négociations efficaces dans les domaines du commerce international, des finances et de l'investissement, et les aider à mettre en œuvre les résultats de ces négociations.

Les travaux de M. Bathija ont porté notamment sur les domaines d'activité spécifiques suivants:

- La sensibilisation au commerce et à l'industrie à l'échelle mondiale comme outil de développement;
- L'élaboration de politiques commerciales et industrielles, y compris des politiques en matière de concurrence;
- La conception et la mise en œuvre de cadres juridiques et réglementaires qui facilitent l'accès à l'OMC, et permettent l'application des accords de l'OMC;
- Le développement des capacités de production, y compris l'amélioration de l'environnement commercial et du climat de l'investissement, la prestation de services commerciaux et l'accès aux financements, et le développement du secteur privé en général;

- Les infrastructures de mise en conformité et les services de soutien, en particulier en ce qui concerne les organismes de normalisation, d'accréditation et de certification, les laboratoires d'essais et d'étalonnage, et les services d'inspection;
- La promotion du commerce au moyen de l'élaboration de stratégies de promotion des exportations et le renforcement des institutions de promotion du commerce;
- Les structures et les services de renseignement sur les marchés et le commerce;
- L'amélioration des processus et des mécanismes d'importation et d'exportation au moyen de la rationalisation des procédures douanières, et la gestion des frontières et des transports;
- Les infrastructures matérielles liées au commerce, telles que tous les types de ports, les infrastructures ferroviaires, les routes et les chaînes du froid;
- Le financement du commerce et des exportations, les paiements internationaux et autres financements liés au commerce.

### **Prix et distinctions**

À l'occasion de l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations, en 2001, et de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde, 2001-2010, M. Bathija a reçu un prix pour son engagement au service des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, engagement rendu manifeste par son travail remarquable et méritoire pour le système des Nations Unies en général, et notamment en matière de bourses, de stages et d'autres types de formation. Ce prix lui a été remis par le Président du conseil d'administration de l'Association mondiale des anciens stagiaires et boursiers de l'Organisation des Nations Unies, lundi 5 novembre 2001 au Siège de l'ONU à New York.

En 2004-2005, l'ONU a décerné à M. Bathija une bourse de congé sabbatique très demandée, pour une période d'étude qu'il a passée aux universités de Harvard, Columbia et Stanford (États-Unis).

Plus récemment, et conformément à la décision du Conseil présidé par M. A. Von Liechtenstein, *M. Bathija a reçu la Médaille d'or du Forum de Crans Montana pour sa contribution exceptionnelle à la diplomatie économique mondiale*, en particulier à la "coopération économique Sud-Sud" (l'un des principaux mandats de l'ONUDI). La médaille lui a été remise par M. Didier Reynders, Vice-Premier Ministre et Ministre des finances de la Belgique le 18 février 2011 à Bruxelles.

Outre les exemples donnés ci-dessus, M. Bathija a reçu de nombreux autres prix et distinctions.

### **Formation**

M. Bathija a fait des études supérieures dans les institutions suivantes: Faculté de Droit et Sciences Politiques, Université de Kaboul (Afghanistan); Queens College de la City University of New York (diplôme de Bachelor of Arts); Drew University, New Jersey (diplôme de Master of Arts); École Supérieure des Arts et des Sciences



de l'Université de New York (travail en vue du doctorat), Université de Stanford (bourse de recherche post-doctorale diplômante), Palo Alto, JFK School of Government de l'Université de Harvard, Cambridge (bourse de recherche post-doctorale diplômante) et Harriman Institute à l'Université de Columbia, New York.

### **Publications**

M. Bathija a publié des articles, des traductions, des résultats de recherche sur des questions nationales et régionales ainsi que des critiques de livres dans les langues régionales d'Asie centrale, de l'Ouest et du Sud. Il a mené des études théoriques approfondies sur les politiques étrangères de certains pays d'Asie centrale et du Sud, dont l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan. Il a publié plus de 100 articles dans le journal local afghan "Toulu-e-afghan". Il a été Représentant spécial de la CNUCED auprès de l'opération "Salaam" pour l'Afghanistan dirigée par M. Sadruddin Aga Khan. En tant que Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, il a rédigé des documents techniques fondamentaux, ainsi que des appels de fonds et des rapports sur le commerce, l'industrie et le développement à l'intention des bailleurs de fonds et de l'Assemblée générale des Nations Unies. En outre, en tant que haut représentant d'organismes des Nations Unies, il mène des recherches et contribue depuis de nombreuses années aux publications des organismes, à des études techniques et sectorielles nationales et régionales, à des documents de réflexion, à des documents phares comme le *Rapport sur les pays les moins avancés* et à des rapports du Secrétaire général des Nations Unies à l'Assemblée générale. Il intervient aussi à des conférences mondiales, à des conférences économiques et sociales, auprès de gouvernements et de diverses organisations.

Le parcours de M. Bathija englobe beaucoup d'autres aspects, notamment l'expérience acquise dans les pays en développement. Des détails supplémentaires peuvent être obtenus sur demande.

## Sok Siphana

### Expérience professionnelle

M. Sok est un avocat en exercice et l'associé principal du cabinet Sok Siphana & Associates, cabinet d'avocats-conseils spécialisés dans le commerce international et le droit des sociétés, basé à Phnom Penh. Il a été nommé par le Premier Ministre Samdech Techo Hun Sen au poste de conseiller cumulativement auprès du Gouvernement royal du Cambodge et auprès du Conseil national économique suprême, avec rang de ministre, aux mois d'août 2009 et de novembre 2011 respectivement. Il assume également la fonction de président du Conseil de l'Institut des ressources pour le développement du Cambodge (CDRI), le plus ancien et le plus connu des instituts de recherche cambodgiens.

Lorsque le Cambodge a assuré la présidence de l'ASEAN en 2012, M. Sok a été détaché auprès du Vice Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères. À ce titre, outre diverses fonctions de conseiller qu'il a occupées, il a été membre du groupe de travail de l'ASEAN sur les questions de fond, co-président du groupe de personnalités éminentes ASEAN-Inde, sherpa du Cambodge pour le sommet du G20 et représentant de haut niveau du Cambodge au sein du groupe de travail du G20 pour le développement, ainsi que personnalité principale (SOM) au 9<sup>e</sup> sommet Asie-Europe (ASEM). Depuis deux ans, il est aussi l'animateur d'une émission-débat politique hebdomadaire de 30 minutes, intitulée "Cambodia's Global Dialogue" diffusée en anglais sur South East Asia TV (SEATV).

De 1999 à 2005, il a occupé le poste de Secrétaire d'État du Ministère du commerce, où il s'est beaucoup intéressé aux questions liées aux politiques commerciales et de développement, au cadre juridique pour le commerce et à l'intégration économique. C'est à ce poste qu'il a été le principal négociateur de l'adhésion du Cambodge à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2003. D'octobre 2005 à juillet 2009, il a été Directeur du Centre du commerce international (CCI), organisme conjoint de coopération technique de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de l'OMC sis à Genève (Suisse).

### Expérience professionnelle en relation avec l'ONUDI

- Depuis 2010, conseiller auprès du Ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie, y compris dans les projets exécutés par l'ONUDI.
- Participation à l'élaboration du Guide de ressources interinstitutions de l'ONUDI relatif aux services de soutien liés au commerce (2008).
- En tant que Secrétaire d'État du Ministère du commerce, supervision de la formulation et de l'exécution de deux projets de l'ONUDI relatifs aux obstacles techniques au commerce (OTC), à savoir: 1) Appui à l'accès aux marchés et à la facilitation du commerce pour les pays du delta du Mékong par le renforcement des capacités institutionnelles et nationales en matière de normalisation, de métrologie, des essais et de la qualité; et 2) Appui à l'accès aux marchés pour le Cambodge par le renforcement des capacités en matière de normalisation, de métrologie, des essais et de la conformité.

- Principal architecte de la Loi cambodgienne sur la gestion de la qualité et la sécurité des produits et des services.
- Responsable chargé de mener à bien la préparation de plans d'action complexes relatifs aux obstacles techniques au commerce et aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et de lancer la mise en place, au niveau national, des points d'information requis pour répondre aux demandes de renseignements complémentaires sur les OTC et les SPS.
- Chargé au CCI de la direction technique et stratégique tant au niveau national qu'au niveau régional, de tous les projets et programmes pluri-institutions et multidisciplinaires axés principalement sur l'Afrique et les pays les moins avancés (PMA), y compris, entre autres, la supervision de l'exécution de nombreux projets relatifs aux OTC et aux SPS. Chargé aussi, entre autres, de la répartition et du contrôle des ressources humaines et financières de la division (la valeur annuelle des projets exécutés s'établissant à 14 millions de dollars É.-U.); du développement d'un partenariat avec l'ONU et ses institutions spécialisées, les bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux et les organisations non gouvernementales.

### **Parcours personnel**

#### **Données personnelles**

*Nom et prénom:* Sok Siphana

*Date de naissance:* 16 avril 1960

*Formation:* Juris Doctor (J.D.) (Docteur en droit) de la Widener University School of Law, Delaware (États Unis); Docteur en philosophie (Ph.D.) de la Bond University School of Law, Queensland (Australie)

*Situation de famille:* Marié à Khieu Mealy, père d'une fille, Rosette, et d'un garçon, Samithi

*Langues étrangères:* très bonne connaissance de l'anglais et du français, connaissance pratique de l'espagnol et langue maternelle khmer

#### **Postes actuellement ou récemment occupés**

**2009 à ce jour:** Conseiller auprès du Gouvernement royal du Cambodge (avec rang de ministre), en détachement cumulativement auprès du Conseil national économique suprême (SNEC), du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale et du Ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie

**2009 à ce jour:** Associé principal, Sok Siphana & Associates, cabinet d'avocats conseils spécialisé dans le commerce international et le droit des sociétés

**2011 à ce jour:** Président du Conseil de l'Institut des ressources pour le développement du Cambodge (CDRI), le plus ancien et le plus connu des instituts de recherche indépendants cambodgiens

**2005 à 2009:** Directeur du Centre du commerce international (CCI), organisme conjoint de coopération technique de la CNUCED et de l'OMC

**1999 à 2005:** Secrétaire d'État (Vice-Ministre), Ministère du Commerce (Cambodge)

**1998 à 1999:** Consultant auprès d'institutions internationales (Banque mondiale, Banque asiatique de développement, Centre de recherches pour le développement international, etc.)

**1993 à 1998:** Expert juridique du PNUD

**1995 à 2005, 2009 à ce jour:** Chargé de cours de droit et de politiques à l'Université royale de droit et des sciences économiques (URDSE), à l'École royale d'administration et à l'Institut des finances du Cambodge (Finance Institute of Cambodia (FIC)) dans les matières suivantes: politique et droit du commerce international, OMC, droit commercial et droit des sociétés

### **États de services remarquables – 2011-2012**

- Animateur d'une émission-débat hebdomadaire de 30 minutes sur SEATV intitulée "Cambodia's Global Dialogue", diffusée le vendredi à 21 h 30 et le dimanche à 22 h 30. Plus de 80 émissions présentées sur [www.seatelevision.com](http://www.seatelevision.com) et sur YouTube.
- Sherpa du Cambodge pour le sommet du G20 présidé par le Mexique en 2012.
- Conseiller spécial auprès du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères sous la présidence cambodgienne de l'ASEAN.
- Membre du groupe de travail sur les questions de fond des sommets de l'ASEAN ou de sommets y afférents.
- Personnalité éminente suppléante du sommet ASEAN-Inde et personnalité éminente du sommet ASEAN États-Unis.
- Représentant de haut niveau (SOM) au 9<sup>e</sup> Sommet Asie-Europe (ASEM).

### **Rôles de conseiller joués récemment dans le domaine du commerce**

- Politique cambodgienne régissant l'exportation du riz.
- Modules of International Trade and Competitiveness Curriculum (plus de 20) pour l'École royale d'administration à Phnom Penh (Banque mondiale, Ministère du commerce).
- Étude sur les mesures non tarifaires au Cambodge et en République démocratique populaire lao (Groupe de la Banque mondiale).
- Études de cas sur le suivi de l'Aide pour le commerce et le secteur rizicole (ICTSD); Évaluation de l'Aide pour le commerce: au Cambodge (CNUCED).
- Rapport spécial sur l'état de préparation du Cambodge pour la Communauté économique de l'ASEAN 2015 (SNEC, BAD).
- Conseiller régional d'ArtNet sur la facilitation du commerce, analyse du processus de production du riz, des noix de cajou et de la soie (Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)).

### **Partage d'expériences spécifiques concernant l'adhésion à l'OMC**

- Organisation en 2009 d'une table ronde des pays les moins avancés (PMA) autour du thème de l'adhésion à l'OMC (12 PMA) à Phnom Penh (Cambodge).
- *Pays couverts*: Éthiopie, République démocratique populaire lao, Yémen, Vanuatu, Soudan et Libéria.

### **Affiliation à des associations professionnelles**

- Membre du Barreau cambodgien (membre actif) et du Barreau de Pennsylvanie (membre non actif).

### **Autres activités et affiliations au niveau international**

- Conseiller régional du Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation commerciales (ARNeT) coordonné par le CESAP.
- Membre du comité consultatif du Forum Asie-Pacifique des entreprises (CESAP), du conseil consultatif sur l'environnement, de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et de l'Association internationale des marques (AIM).

### **Autres activités et affiliations au niveau national**

- Président du Conseil de l'Institut des ressources pour le développement du Cambodge (CDRI).
- Conseiller de la Fédération des associations de PME du Cambodge (FASMEC).
- Membre du barreau du Royaume du Cambodge; membre du Conseil de l'Institut cambodgien pour la coopération et la paix (CICP).
- Vice-Président de l'Association des entreprises des secteurs de l'informatique et des télécommunications (ICTBA).
- Ancien membre du Conseil de l'École internationale de Phnom Penh (ISPP); ancien secrétaire-général du barreau du Royaume du Cambodge (1995).

### **Reconnaissance des mérites professionnels**

- Avocat principal, affaires générales – Chambers Asia (2011-2012).
- Reconnu en 2004 par Asia Inc comme l'une des personnalités de moins de 50 ans les plus créatives et les plus dynamiques.
- Chercheur honoraire du Centre d'études juridiques internationales de Salzbourg (Autriche).

### **Récompenses et distinctions honorifiques**

- Deux Médailles royales (classe "Asarith" et "Sena") décernées par Son Excellence le Roi Norodom Sihanouk
- Médaille royale (classe "Moha Sena") décernée par Son Excellence le Roi Norodom Sihamoni

- Médaille nationale (classe “Thipdin”) décernée par le Premier Ministre Samdech Techo Hun Sen

**Publications (écrites, éditées ou cosignées)**

- “Cambodia’s Preparedness for the ASEAN Economic Community 2015”, Conseil national économique suprême (SNEC, BAD), 2012.
- “Cambodia Trademark Laws and Practices”, participation de la section nationale à l’ouvrage “Trademarks Throughout the World”, Thomson West Publisher, 2011.
- “Operationalizing the Rectangular Strategy for Growth: Toward Better Business Processes”, Étude sur le Cambodge de la Commission économique et sociale pour l’Asie et le Pacifique (CESAP), 2011.
- “Country Reports on Non-Tariff Measures: Cambodia and Laos”, rédigés sous la direction de Sok Siphana & Associates, Banque mondiale, 2011.
- “Country Assessment of the Effectiveness and Development Impacts of the Aid for Trade Initiative”, CISD, ICTSD, 2011.
- “Case Study on Cambodia’s Rice Story”, atelier de l’ICTSD, juin 2011.
- “Training Modules on Commercial Laws for New Arbitrators”, IFC, 2010.
- “Breaking into the World Markets for Cambodian Agriculture Products”, débat de politique générale, SNEC, 2009.
- “Legislative Review and Analysis in Priority Policies Areas: Training Workshop for Parliamentarians”, Projet d’appui parlementaire Cambodge-Canada, octobre 2009.
- “Lessons from the Cambodian experience in trade capacity building”, article publié dans Aid for Trade and Development, Cambridge University Press, 2007.
- “Lessons from Cambodia’s Entry into the WTO”, ADBI, 2005.
- “Why should small developing countries engage in the global trading system”, point de vue dans Finance et développement, FMI, 2005.
- “Mainstreaming trade for poverty alleviation: A Cambodian experience”, article publié dans Rapport sur le commerce et le développement, Banque mondiale, 2003.
- “Formulation of a Legal and Judicial Reform Strategy”, Ministère du commerce et CLRDC, 2003.
- “Implementing the “IF” in Cambodia”, Ministère du commerce, 2002.
- “Legal Aspect of Doing Business in Cambodia”, CLRDC, nouvelle publication dans Investment in Asia Pacific, Center for International Legal Studies, Salzbourg, 2000.
- “Cambodia Business/Investment Handbook”, Ministère du commerce, 1996, 1997-1998, 2000.

- 
- “Product Liability in the Asia Pacific”, Prospect Media Pty Ltd, Australie, 1998.
  - “Legal System of Cambodia”, CLRDC, 1998.
  - “OFC Asia-Pacific Private and Corporate Tax and Wealth Planning in the Asia-Pacific Region”, Campden Publishing Limited, Londres, 1998.
  - “Cambodia’s Investment Law”, Asian Commercial Law Review, Sweet & Maxwell, vol. 3, numéro 4, 1998.
  - “Compendium of Cambodian Laws”, volume I, II, III, CDC et CLRDC, 1995, 1997, 2000.
  - “Compendium of Bi-lateral and Multi-lateral Agreements”, trois volumes regroupant les accords existants du Gouvernement royal du Cambodge, CDC, 1997.
  - “Cambodia: Employment Law in Asia”, Asia Business Law Review, n° 26, octobre 1999, Nanyang Technological University, Singapour.
  - “Cambodge: La résolution des différends”, Cahiers juridiques et fiscaux de l’exportation, Centre français du commerce extérieur, n° 2, 1999, Paris.
  - “Understanding Trade Regulations in Post-War Cambodia”, travail de recherche, Widener University School of Law, 1992.

## Li Yong

### **Expérience professionnelle majeure aux niveaux national et international**

2003-	Vice-Ministre, Ministère des finances de la République populaire de Chine
2002-2003	Ministre délégué, Ministère des finances
1999-2002	Secrétaire général de l'Institut chinois des experts-comptables agréés
1996-1998	Directeur exécutif pour la Chine au Groupe de la Banque mondiale
1992-1996	Directeur général adjoint puis Directeur général du département de la Banque mondiale au Ministère des finances
1990-1992	Conseiller principal du Directeur exécutif pour la Chine au Groupe de la Banque mondiale
1989-1990	Directeur du département de la Banque mondiale au Ministère des finances
1985-1989	Deuxième Secrétaire puis Premier Secrétaire de la Mission de la Chine auprès de l'ONU
1984	Directeur adjoint du Bureau de recherche sur la fiscalité étrangère de l'Institut de recherche en sciences fiscales du Ministère des Finances

### **Autre expérience professionnelle au niveau national**

2003-	Membre du Comité de politique monétaire de la Banque populaire de Chine (la Banque centrale)
2008-	Membre de l'Équipe spéciale du Conseil d'État sur la crise financière mondiale
2010-	Président de l'Institut chinois des experts-comptables agréés
2006-2009	Chef du Bureau du Groupe pilote chargé du dialogue économique stratégique Chine-États-Unis

### **Autre expérience professionnelle au niveau international**

2009-	Membre du Conseil de la stabilité financière
2011-	Administrateur de la Fondation des normes internationales d'information financière
2011-	Membre de l'International Integrated Reporting Council (IIRC)
2003-2012	Gouverneur suppléant pour la Chine au Groupe de la Banque mondiale
2003-2012	Gouverneur suppléant pour la Chine à la Banque asiatique de développement (BAD)



2004-2011	Gouverneur pour la Chine au Fonds international de développement agricole (FIDA)
2010-2012 & 2004-2008	Membre du Conseil consultatif de l'Institut de la Banque asiatique de développement
2001-2002	Président de la Fédération des experts-comptables de l'Asie et du Pacifique
1997-1998	Coprésident du Comité du budget du Conseil des directeurs exécutifs de la Banque mondiale
1995-1997	Membre du Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies

### Principales réalisations et compétences

- **Un décideur économique et financier chevronné.** En tant que Vice-Ministre des finances et membre du Comité de politique monétaire de la Banque centrale pendant une décennie, M. Li a grandement contribué à définir et à harmoniser les politiques budgétaires, monétaires et industrielles qui ont porté une croissance économique saine en Chine. Depuis 2003, il s'est résolument engagé en faveur de la réforme du secteur financier, poussant en particulier de grandes institutions financières à instaurer une gouvernance d'entreprise, à régler la question des actifs toxiques et à renforcer la gestion des risques, toutes choses essentielles pour préserver le système financier chinois de risques systémiques éventuels.
- **Un ardent défenseur de la croissance inclusive.** M. Li a très à cœur la lutte contre la pauvreté et attache une grande importance aux mesures budgétaires et financières destinées à soutenir le développement et les petites et moyennes entreprises (PME) agricoles, les deux éléments fondamentaux pour ouvrir des perspectives économiques et réduire la pauvreté. Sous sa direction, tout un ensemble de politiques préférentielles visant à promouvoir la microfinance, l'assurance agricole et la finance rurale, etc., ont été adoptées. Ces politiques ont permis d'améliorer les conditions de travail des groupes défavorisés, notamment celles de 5 millions de chinoises. Elles ont en outre assuré aux zones rurales et aux PME un meilleur accès aux services financiers. Par ailleurs, M. Li a lancé et mis en place le Fonds de développement agricole chinois, qui a pour mandat d'allouer des ressources financières publiques et privées aux entreprises agricoles sur l'ensemble du territoire.
- **Un protagoniste actif du développement international.** Faisant preuve d'un engagement constant depuis les années 1980, M. Li a été un acteur de premier plan dans la coopération de la Chine avec les organismes de développement multilatéraux comme le Groupe de la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (BAD). Il exhorte la communauté internationale à des rapports de partenariat plus égalitaires, à un appui financier plus important et à la diminution du coût de l'aide au pays en développement, en particulier les pays les moins avancés. Pour que les pays en développement soient mieux représentés, M. Li s'est consacré à la réforme de la gouvernance des organisations internationales de développement et a réussi à faire relever de 3,13 % les droits de vote des pays en développement, le portant ainsi à 47,19 %. Il a également fait faire des progrès dans la réforme des

quotes-parts lorsqu'il a siégé au Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies.

- **Un financier rompu aux questions du développement.** En tant que décideur clef du budget de l'État, M. Li a eu à cœur la contribution de la Chine au développement international, notamment ses contributions aux fonds comme l'Association internationale de développement (IDA), le Fonds asiatique de développement, le Fonds africain de développement, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds d'investissement Chine-ASEAN et le Fonds pour la coopération régionale et la réduction de la pauvreté qui relève de la Banque asiatique de développement. Il a également été pour beaucoup dans l'augmentation générale réussie du capital de la Banque mondiale et de celle de la Banque asiatique de développement. Fort de sa bonne connaissance du marché mondial des capitaux, il a piloté un certain nombre de fois l'émission, à l'échelle mondiale, d'obligations souveraines chinoises, ainsi que quatre grandes émissions d'obligations souveraines en renminbi sur le marché de Hong Kong. Il a également joué un grand rôle dans la décision qu'ont prise la Société financière internationale et la Banque asiatique de développement d'émettre pour la première fois des obligations panda sur le marché intérieur chinois. Jouissant d'un prestige reconnu et d'une riche expérience dans le financement du développement international, M. Li entretient des relations étroites et très diversifiées avec des partenaires de développement, dont plus de 20 pays donateurs.

- **Un champion de l'innovation et du développement écologique.** M. Li a une très grande passion pour les initiatives internationales relatives au financement des infrastructures, à la croissance verte et au financement de la lutte contre les changements climatiques. La Chine a mis en œuvre des initiatives de coopération fructueuses et très originales avec la Banque mondiale, la Société financière internationale, la Banque asiatique de développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Fonds pour l'environnement mondial dans le cadre de toute une série de projets portant sur la protection de l'environnement, la conservation de l'énergie, les sources d'énergie fiables et le développement industriel durable. Rien n'illustre mieux cette action que les efforts que déploie M. Li pour encourager l'ONUDI à utiliser les financements du Fonds pour l'environnement mondial pour le projet relatif au contrôle des polluants organiques persistants en Chine.

- **Un facilitateur exigeant de la coopération régionale et de la coopération Sud-Sud.** M. Li joue un rôle indispensable dans le processus de coopération financière régionale ASEAN+3, par sa contribution à la multilatéralisation de l'Initiative de Chiang Mai, à la création du Bureau d'études et de recherches macroéconomiques de l'ASEAN+3 (AMRO), à la promotion du développement dans le cadre de l'Initiative de marché des obligations d'Asie (ABMI) et à la création du Mécanisme de garantie des crédits et des investissements (CGIF). Parallèlement, il participe activement à la bonne marche de différents mécanismes de coopération régionale dont ceux du Bassin du Mékong (GMS) et de la coopération économique régionale pour l'Asie centrale (CAREC). C'est aussi un fervent partisan de la coopération Sud-Sud, dont le partenariat tripartite entre la Chine, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement et d'autres pays est un bon exemple. Sur son initiative, un certain nombre de mécanismes de coopération sur les connaissances ont été mis en place, par exemple le Programme

Chine-Afrique d'échange d'expériences et la Plate-forme Chine-Afrique de partage de connaissances, deux instances très prisées et fortement appréciées par les pays bénéficiaires et les organismes de développement.

- **Un coordonnateur dynamique des politiques économiques mondiales.** En sa qualité de représentant du Gouvernement chinois, M. Li a contribué, de manière constructive et pondérée, à la coordination des politiques économiques mondiales et des nombreuses questions connexes au sein de mécanismes multilatéraux comme le Groupe des Sept (G-7) ou le Groupe des Huit (G-8), le Groupe des Vingt (G-20), l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), la Réunion Asie-Europe et l'ASEAN+3, ainsi que dans de nombreux dialogues économiques de haut niveau entre la Chine, l'Union européenne, le Brésil, les États-Unis, la Fédération de Russie, l'Inde, le Japon et le Royaume-Uni. En tant que membre du Conseil de la stabilité financière, M. Li a, en étroite collaboration avec ses homologues et partenaires compétents à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, contribué à promouvoir une réglementation financière prudente, à concevoir des politiques visant à enrayer la crise financière mondiale et à rétablir la croissance de l'économie mondiale. Il n'a par ailleurs ménagé aucun effort pour encourager la Banque mondiale et la Société financière internationale à accroître les ressources destinées au financement du commerce, pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités commerciales et à surmonter les difficultés produites par l'instabilité financière internationale.

- **Un intellectuel accompli et un auteur prolifique.** Li a écrit de nombreux ouvrages touchant des domaines aussi variés que les politiques macroéconomiques, la croissance inclusive, le développement écologique et les réformes budgétaires et financières. En outre, en tant qu'administrateur de la Fondation des normes internationales d'information financière, il a apporté une impulsion novatrice tant à la formulation de la stratégie de cette instance d'élaboration des normes comptables internationales qu'à la réforme de sa gouvernance, puis il a contribué à l'élaboration des Normes internationales d'information financière (IFRS) et à la convergence des normes comptables au niveau mondial.

#### **Formation théorique et pratique**

- Programme de gestion des finances publiques, Harvard Kennedy School (2007);
- Programme de bourses pour cadres supérieurs, Harvard Kennedy School (1998);
- Programme des finances publiques, Institut du Fonds monétaire international (1984);
- Maîtrise de comptabilité, Faculté de l'Institut de recherche en sciences fiscales du Ministère des Finances (1981-1985);
- Stage à Ernst & Whinney (Ernst & Young) des États-Unis (1981-1982);
- Licence d'anglais (spécialité), Département de langues et littératures étrangères de l'Université de Nankai (1974-1977).

**Données personnelles**

- M. Li est né en 1951 dans la province chinoise de Zhejiang. Il est marié et père d'un garçon.

**Travaux universitaires et publications**

M. Li est superviseur de doctorat de l'Institut de recherche en sciences fiscales du Ministère des Finances, de l'Université centrale des finances et de l'économie et de l'Université de Nankai. C'est un auteur prolifique qui a à son actif des dizaines de publications universitaires dont une liste non exhaustive est présentée ci-après:

1. International Experience in Green Growth and Its Implication for China's Sustainable Development, *Collection of Papers on China's Fiscal and Tax Reform 2013*. Beijing: Economic Science Press, 2013.
2. Maximizing the Benefits of Agricultural Insurance in China: Case Studies of Hunan, Hubei and Fujian Provinces. *Collection of Papers on China's Fiscal and Tax Reform 2012*. Beijing: Economic Press, 2012.
3. Theory and Methodology of Performance Evaluation for the Projects Financed by International Financial Institutions. *Collection of Papers on China's Fiscal and Tax Reform 2012*. Beijing: Economic Science Press, 2012.
4. The Role of Public Finance Management in Promoting China's Steady Growth. *Journal of China's Public Finance*, No. 4, 2012.
5. The Development of China's Accounting Service Industry and Its Role in Economic Restructuring. *Journal of the Chinese Certified Public Accountants*, No. 7, 2012.
6. Driving the Growth of Small Businesses through Better Accounting Services. *Finance & Accounting*, No. 1, 2012.
7. A Comparative Study on the Global Financial Crisis and the Asian Financial Crisis. *Collection of Papers on China's Fiscal and Tax Reform 2011*. Beijing: Economic Science Press, 2011.
8. The Priorities of China's Fiscal Reform in the Post-Crisis Era. *Collection of Papers on China's Fiscal and Tax Reform 2011*. Beijing: Economic Science Press, 2011.
9. The Fiscal and Financial Policies for the 12th Five-Year Plan. *Journal of China's Public Finance*, No. 3, 2011.
10. Accounting Industry Growth through Servicing Economic Restructuring and Innovations in Social Governance. *Journal of the Chinese Certified Public Accountants*, No. 7, 2011.
11. The Dynamic of Global Economic Restructuring in the Post-Crisis Era. *Collection of Papers on China's Fiscal and Tax Reform 2010*. Beijing: Economic Science Press, 2010.
12. Theoretical Research on International Accounting Standards Convergence. *Journal of Accounting Research*, No. 3, 2010.

13. A Study on the Regulation of Local Government's Financing Vehicles in China. *Journal of Administration and Reform*, No. 11, 2010.
14. How to Improve China's Rural Financial System: Case Studies of Jiangxi and Zhejiang Provinces. *Journal of China's Public Finance*, No. 18, 2009.
15. Fiscal Reform, Policy Innovation and Economic Restructuring. *Journal of China Development Observation*, No. 4, 2007.
16. How to Improve Rural Financial System and Strengthen Support to the Countryside. *Journal of Finance Research*, No. 11, 2005.
17. Improving Rural Financial System: Case Studies of Guangxi and Guizhou Provinces. *Journal of China's Public Finance*, No. 12, 2005.
18. Dilemma of SMEs Financing: Case Study of Wenzhou City. *Journal of Public Finance Research*, No. 3, 2004.

## **Diana Battaglia**

M<sup>me</sup> Diana Battaglia a eu une carrière bien remplie au cours de laquelle elle a assumé un rôle politique et de direction en tant que membre du Parlement italien et les fonctions de conseillère principale pour les affaires économiques et institutionnelles auprès de diverses entreprises et institutions italiennes et européennes.

Elle allie qualités de dirigeante, qualifications professionnelles, talent de diplomate et connaissance de l'environnement économique mondial dans les pays développés et les pays en développement, ainsi qu'une expérience professionnelle pratique très intéressante acquise au sein des Nations Unies et à un niveau politique.

Ses qualités de chef lui ont permis de créer et de consolider, au niveau mondial, des synergies de réseaux d'entreprises entre responsables politiques de haut niveau, cadres d'entreprises et personnalités du monde universitaire, ainsi qu'avec des multinationales et des petites et moyennes entreprises, dans le souci de construire un dialogue et de dégager un consensus plein et entier autour des priorités thématiques de l'ONUDI.

### **Carrière au sein des Nations Unies**

Diana Battaglia a été sélectionnée en 2004 pour le poste de Directeur du Bureau de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI en Italie, à Rome.

En cette qualité, elle a dirigé avec succès les opérations du Bureau visant à contribuer au développement industriel et à la croissance économique des pays en développement, en cherchant et en mobilisant les moyens techniques, financiers et administratifs nécessaires à la promotion de l'emploi, à la compétitivité économique et à la protection de l'environnement.

En particulier, elle a lancé et mis en œuvre diverses initiatives d'appui au développement des petites et moyennes entreprises en Asie, en Europe orientale et en Amérique latine à travers la promotion des exportations, la mise à niveau des entreprises et l'établissement de partenariats internationaux.

Sous sa direction, le Bureau s'est employé à promouvoir la sécurité alimentaire et l'innocuité des aliments dans le cadre de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement 1: Réduire l'extrême pauvreté et la faim. Elle a réuni à cet égard l'ONUDI et d'autres grands organismes des Nations Unies sis à Rome (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), Programme alimentaire mondial (PAM)) pour les encourager à coopérer au niveau mondial et à élaborer une approche et un mécanisme communs pour la chaîne agro-alimentaire. Elle a également aidé à améliorer la sécurité alimentaire et l'innocuité des aliments en promouvant les investissements et les technologies dans le cadre de forums mondiaux organisés en Afrique.

Sur son initiative, un accord-cadre sur l'énergie et l'environnement a été conclu avec le Ministère italien de l'environnement, de la tutelle du territoire et de la mer pour soutenir l'industrie verte et les initiatives en faveur des énergies renouvelables dans les pays arabes. Traitement et gestion des déchets solides et des eaux usées,

qualité de l'air et des sols, lutte contre la pollution, efficacité énergétique et énergies renouvelables font partie des priorités qui y sont définies.

Durant toute sa carrière à l'ONUDI, Diana Battaglia a également apporté un soutien actif aux initiatives en faveur de l'autonomisation des femmes dans les pays arabes et contribué ainsi de manière significative à la réalisation de l'objectif du Millénaire 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

En tant que Directrice du Bureau de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI en Italie, elle a beaucoup contribué à rehausser l'image de l'Organisation non seulement en Italie, mais aussi dans le monde. En 2009, elle a aidé à obtenir la participation de l'ONUDI, pour la première fois dans son histoire, aux sommets du G-8 sur l'environnement (à Syracuse) et sur l'énergie (à Rome).

De 1998 à 2002, Diana Battaglia a assumé les fonctions de coordonnatrice du programme "Méditerranée 2000" à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Le programme visait à aider les pays du bassin méditerranéen à promouvoir des PME et des partenariats économiques, afin d'accroître leur compétitivité et de leur permettre d'intégrer la zone de libre-échange euro-méditerranéenne (EU-MEDA).

### **Carrière politique**

En 1994, Diana Battaglia a remporté un siège au Parlement italien. En tant que membre de la Chambre des représentants, elle a joué un rôle important dans la réforme fédérale de la fiscalité en Italie. Son dévouement à la cause des groupes sociaux les plus vulnérables l'a amenée à soutenir, entre autres, un projet de loi sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des enfants, qui est devenu loi de l'État.

Elle a également fait office de négociatrice parlementaire entre le Gouvernement et le cabinet du Premier Ministre dans le dossier de la privatisation de l'Office pour le financement de l'industrie manufacturière italienne (EFIM). Diana Battaglia était chargée d'examiner les ajustements budgétaires des entreprises publiques et elle a réussi à faire verser une somme forfaitaire de plus de 200 millions d'euros pour rembourser la dette des petites et moyennes entreprises du secteur manufacturier italien.

En tant que membre de plusieurs commissions parlementaires, elle a pris fait et cause pour les politiques publiques en faveur des classes défavorisées, en particulier en intégrant au cœur des démarches les relations entre les institutions et organes italiens et leurs interlocuteurs internationaux, et en donnant des conseils sur les réformes politiques touchant un éventail de questions politiques et judiciaires. En tant que membre de la Commission des affaires étrangères et européennes notamment, elle était chargée de l'examen des réglementations européennes et de leur incorporation dans le droit interne italien, ainsi que de l'approbation de la réforme du droit international privé dans la législation italienne.

Elle a également assumé au Parlement les fonctions de Rapporteuse auprès du Président de la Chambre des représentants, dans le cadre de toutes les visites officielles d'État concernant les Nations Unies (Secrétaire général, chefs d'organismes, etc.).

**Expérience de travail avec le secteur privé**

De 1996 à 1998, Diana Battaglia s'est occupée des relations institutionnelles à la Confédération des industries italiennes (Cofindustria).

En tant que conseillère en matière d'investissements auprès de l'Institut de promotion industrielle (IPI) et du Ministère italien de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, Diana Battaglia a étudié les opportunités d'internationalisation qui s'offraient aux petites et moyennes entreprises du sud de l'Italie, évalué les opportunités de création d'entreprises et d'investissements par les femmes et donné des conseils sur des questions économiques et institutionnelles à des entreprises italiennes et européennes de divers secteurs.

**Formation et niveau d'études**

Diana Battaglia est titulaire d'une maîtrise en sciences politiques et affaires internationales de l'Université italienne de Padoue, parcours universitaire qu'elle a complété par une formation spécialisée en finances.

En 1997, Diana Battaglia a été nommée professeure associée à la Faculté de sciences politiques de l'Université de Gorizia, où elle a mené des activités d'enseignante-chercheuse en droit public international.

Diana Battaglia est l'auteure de l'ouvrage intitulé "SMEs: an Italian Model to Export" (Les PME: modèle italien à l'exportation) (2008). Elle a également publié, dans des journaux et des revues, de nombreux articles, d'une part, sur la politique et l'économie italiennes et internationales, d'autre part, sur les partenariats économiques.

**Actions sociales**

En tant que membre du conseil d'administration de la Fondation FOEDUS, Diana Battaglia prend une part active aux programmes de promotion multiculturelle et internationale visant à renforcer la responsabilité sociale, notamment pour ce qui est des obligations qui incombent aux entreprises en matière de culture et de solidarité partout dans le monde.

**Renseignements personnels**

Diana Battaglia est née à Venise (Italie) en 1966. Elle est mariée et mère de deux filles et d'un garçon.



## Abadulfatah Ahmed Altumi

### Études

2001	Ph. D. (Doctorat)	University of Windsor, Windsor, Ontario, Canada
	Matière principale:	Ingénierie des systèmes industriels et de fabrication
	Spécialisation:	Ingénierie des systèmes (mécaniques/industriels)
1986	M.A. Sc. (Maîtrise en sciences)	Université d'État de Wichita, Wichita, Kansas (États-Unis d'Amérique)
	Matière principale:	Génie industriel
	Spécialisation:	Gestion de l'ingénierie et recherche opérationnelle
1984	BSME (Licence en génie mécanique)	Université d'État de Wichita, Wichita, Kansas (États-Unis d'Amérique)
	Matière principale:	Génie mécanique

### Expérience professionnelle

Depuis 2005	<b>Professeur associé</b> , Université de Tripoli, Tripoli (Libye), Faculté de génie, Département de génie mécanique et industriel, Professeur associé (2009)
Depuis 2012	<b>Président du Conseil d'administration</b> , de la Société libyenne de camions et d'autocars (IVECO Libya), Tajoura, Tripoli (Libye)
Depuis 2012	<b>Coordonnateur pour les études supérieures</b> , Université de Tripoli, Tripoli (Libye), Faculté de génie, Département de génie mécanique et industriel
Depuis 2011	<b>Membre du conseil d'administration</b> , Alkhadra Holding Company, route de Gomhouria, Tripoli (Libye)
2009-2010	<b>Conseiller principal et inspection du matériel à l'Usine AAC</b> , Société de conseils libyo-suédoise en ingénierie, Ben Achour, Tripoli (Libye)
Depuis 2008	<b>Membre du conseil d'administration/Directeur général par intérim (depuis 2011)</b> , Société de conseils libyo-suédoise en ingénierie, Ben Achour, Tripoli (Libye)
2007-2008	<b>Directeur pour le développement commercial</b> , Holding pour l'aménagement urbain (UDHC), Gergarish, Tripoli (Libye)

	Chargé de la création d'une société de conseils conjointe en ingénierie entre UDHC (40 % des parts) et WSP Europe, basé en Suède (60 % des parts)
2006-2008	<b>Directeur de projet</b> , Centre de technologie pilote, Abusaliem, Tripoli (Libye) Chargé de réaliser une étude technique et une étude de faisabilité pour l'assemblage d'un tracteur agricole libyen (deux prototypes ont été construits)
2003-2005	<b>Camions: études techniques des impacts</b> , Camions Dodge LD-DR & HD-DR, DaimlerChrysler, Chassis & Frame, Jeep & Truck Engineering, Detroit, MI
2000-2003	<b>Conception et diffusion de produits</b> , Camions Dodge LD-DR & HD-DR, DaimlerChrysler, Chassis & Frame, Jeep & Truck Engineering, Detroit, MI
1998-2000	<b>Ingénieur en construction de véhicules utilitaires</b> , gestion du groupe propulseur et contrôle des émissions. DaimlerChrysler, Usine de montage de camions, Pillette Road, Windsor, Ont. Canada
1997-1998	<b>Ingénieur en construction de véhicules utilitaires</b> , refroidissement, carburant et échappement, DaimlerChrysler, Usine de montage de camions, Pillette Road, Windsor, Ont. Canada
1996-1997	<b>Ingénieur de la qualité</b> , Chrysler Canada, Usine de montage de camions, Pillette Road, Windsor, Ont. Canada
1995-1996	<b>Ingénieur industriel et ergonomie assemblage</b> , Chrysler Canada, Usine de montage de camions, Pillette Road, Windsor, Ont. Canada
1987-1995	<b>Chargé de cours</b> , Université de Tripoli, Tripoli (Libye), Faculté de génie, Département de génie mécanique et industriel, Chargé de cours (1992)
1985-1987	<b>Chercheur</b> , Université d'État de Wichita, Wichita, Kansas (États Unis d'Amérique), conception de robots
<b>Formations</b>	
Juin 2009	Gestion durable de l'industrie du pétrole et du gaz, BMT Cordah, Londres, (Royaume-Uni) (session d'une semaine)
Mai 2008	Formation aux fonctions de direction, Le développement économique national, Tripoli (Libye) Pilotée par la London School of Economie (session de cinq semaines)
Mars 2006	Embauche de personnel et formation des employés, DaimlerChrysler, Auburn Hills, MI (session de cinq jours)

Janvier 2006	La conception au service de la fiabilité, DaimlerChrysler, Auburn Hills, MI (session de cinq jours)
Juillet 1998	Compréhension et application de la norme ISO 9001:2008, DaimlerChrysler, Auburn Hills, MI (session de deux semaines)
Juillet 1998	Les causes premières, les mesures correctives et l'analyse des mesures correctives, DaimlerChrysler, Auburn Hills, MI (session de deux semaines)
Juillet 1998	ISO 9001, Sommaire, DaimlerChrysler, Auburn Hills, MI (session de deux jours)
Juillet 1998	ISO 9001, Examen standard/Vue d'ensemble du management, DaimlerChrysler, Auburn Hills, MI (session de deux jours)
Juillet 1998	ISO 9001, Auditeur principal des systèmes de management de la qualité, DaimlerChrysler, Auburn Hills, MI (session de cinq semaines)
Juin 1998	ISO 9001, Audit interne des processus et de la valeur ajoutée, DaimlerChrysler, Auburn Hills, MI (session d'une semaine)
Juin 1998	Audit approfondi des systèmes de management de la qualité, DaimlerChrysler, Auburn Hills, MI (session de deux jours)
Juin 1998	Audit fondé sur les procédés, DaimlerChrysler, Auburn Hills, MI (session de deux jours)

#### **Publications de recherche**

Plusieurs publications de recherche dans des revues internationales et nationales et dans des comptes rendus de conférences.

#### **Articles publiés dans des revues supervisées par des arbitres scientifiques**

International Journal of Production Planning & Control, Université norvégienne des sciences et de la technologie.

#### **Associations professionnelles**

- Membre de SAE International (Société internationale des ingénieurs automobiles);
- Membre de l'American Society for Quality.

#### **Connaissance des logiciels**

- Logiciels IDEAS et CATIA;
- AUTO CAD;
- SPSS et Statgraphics (progiciels d'analyse statistique);
- Plusieurs progiciels d'optimisation (LINDO, LINGO, etc.);
- Langages: C et FORTRAN;

- Systèmes d'exploitation: Windows et UNIX.

**Références**

Disponibles sur demande.

## **Marcin Korolec**

**Marcin Korolec est un fonctionnaire de carrière qui, pendant huit ans et sous trois gouvernements successifs, a occupé des postes ministériels dans les départements de l'industrie, du commerce et de l'environnement. Juriste, ancien élève de l'ENA (École nationale d'administration) (France), il est également un négociateur efficace et un gestionnaire chevronné dont l'action est axée sur les résultats.**

### **Expérience professionnelle**

#### **Ministre de l'environnement (à partir de 2011)**

Fort de son expérience antérieure au sein du Ministère de l'économie, M. Korolec, aujourd'hui Ministre de l'environnement de la République de Pologne, s'emploie à concilier harmonieusement les exigences de protection de l'environnement et celles d'une solide croissance industrielle de la Pologne. Il voit dans le développement durable et l'établissement de bases solides pour une croissance fondée sur l'utilisation efficace des ressources, les préalables essentiels à la mise en œuvre d'une politique environnementale moderne, qui a des incidences directes sur de nombreux autres domaines, notamment les politiques industrielles et commerciales. Le Ministre Korolec a été un négociateur actif à la Conférence Rio+20 et à la Conférence de Durban organisées en 2012 par l'ONU sur le développement durable et sur les changements climatiques (CCNUCC). C'est un fervent défenseur des politiques climatiques qui ne sont pas de nature à réduire les opportunités de croissance des pays. En tant que Ministre, il a mené à terme la réforme du système de financement de la protection de l'environnement, d'un budget annuel d'environ 2 milliards de dollars. Son objectif est de rendre plus efficaces les investissements dans les technologies au service du développement durable et la promotion des exportations. Il fait porter l'essentiel de son action sur la poursuite des réformes initiées par son prédécesseur dans les domaines de la gestion des déchets et des ressources en eau. Il a engagé une révision judicieuse des procédures en vigueur afin de les simplifier et de les faciliter pour les sociétés qui font des investissements importants dans les infrastructures tout en maintenant de strictes normes environnementales. Il a également été à l'initiative d'une loi qui doit permettre l'extraction de ressources naturelles tout en veillant à ce que celle-ci profite aux communautés locales et contribue à la création d'un fonds pour les générations futures.

En 2012, M. Korolec a été Vice-Président de la Conférence de l'ONU Rio+20. À la tête de la délégation polonaise, il y a été un âpre négociateur, a présidé une séance plénière et pris part, comme rapporteur, à la table ronde sur les perspectives de mise en œuvre des décisions de la Conférence.

M. Korolec est membre du Conseil consultatif de la Plate-forme pour l'industrie verte de l'ONUDI axée sur le rôle que les gouvernements peuvent jouer pour promouvoir localement le développement de technologies durables. Il voit cette Plate-forme comme un outil de nature à favoriser une industrialisation durable alliant une utilisation rationnelle des ressources naturelles et des objectifs de croissance, tout en impliquant tous les acteurs (y compris le secteur privé et la société civile).

M. Korolec a codirigé la délégation de l'Union européenne à la Conférence de Durban sur le développement durable et les changements climatiques en 2012. Il y a soutenu l'idée que la Conférence devrait déboucher sur des résultats équilibrés et souligné l'importance des pays les moins avancés (PMA) dans le processus. Il a été l'un des principaux partisans de l'organisation, en Pologne, en 2013, de la Conférence sur les changements climatiques. Sa première visite bilatérale au titre des préparatifs de la Conférence a été effectuée en Inde, ce qui montre son engagement à prendre en compte la position des pays en développement.

**Vice-Ministre de l'économie, chargé du commerce et de la compétitivité (2005-2011)**

Sous deux gouvernements, M. Korolec a été Vice-Ministre de l'économie. Ses responsabilités portant essentiellement sur le commerce, il a joué un rôle de premier plan dans les négociations relatives à l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Corée et l'Accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine sur la mise en place d'une zone de libre-échange approfondie et complète. Pendant son mandat, les exportations polonaises ont plus que doublé en valeur. Il a supervisé la participation de la Pologne à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et pris une part active à la définition et à la coordination des positions polonaises et européennes lors des négociations au sein de l'OMC. Il a représenté la Pologne aux sessions ministérielles de l'OMC à Hong Kong (2005), puis à celles tenues à Genève (2006 et 2008). M. Korolec est un partisan de la régulation du commerce international dans le cadre de l'OMC qu'il considère comme un instrument mondial indispensable pour accélérer la croissance économique mondiale, le transfert de technologies et l'éradication de la pauvreté. Le Ministre Korolec a en outre géré le portefeuille plus large de la compétitivité, notamment l'ouverture du marché européen des services et les politiques énergétique et climatique. Il a été en charge des relations de la Pologne avec l'ONUDI et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que des relations européennes au Ministère. Il a été également membre du conseil de surveillance du Fonds national polonais pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau, fonds d'investissement public dédié à l'environnement.

En tant qu'initiateur et président du groupe de travail interministériel polonais sur l'ONUDI, M. Korolec s'est employé à définir la politique de la Pologne sur les orientations de l'Organisation et l'ensemble des questions clefs qui y sont examinées. Il a représenté la Pologne à plusieurs réunions de haut niveau de l'ONUDI (sessions des organes directeurs et forums internationaux) y soulignant, notamment à partir des exemples polonais et européen, le rôle de l'industrie dans la transformation économique. Sous son impulsion, la Pologne a ainsi pu passer du statut de pays bénéficiaire à celui de donateur émergent. M. Korolec a personnellement supervisé la contribution de la Pologne aux projets de coopération technique et aux activités de forum mondial de l'ONUDI. Il a ainsi encouragé le transfert de technologies à travers les projets de coopération technique de l'ONUDI financés par la Pologne, puis partagé, à différentes occasions et notamment lors du Forum de Vienne sur l'énergie, l'expérience pertinente polonaise en matière d'industrialisation. Il s'est attaché à promouvoir la coopération entre la Pologne et l'ONUDI ainsi que l'ONUDI en Pologne, notamment en organisant avec succès en 2011 un séminaire national sur l'ONUDI auquel ont participé le Directeur général

K. Yumkella, des personnalités de haut rang et des représentants de milieux intellectuels et universitaires, du monde des affaires et de la société civile.

Durant la présidence polonaise de l'Union européenne, M. Korolec a présidé un certain nombre de réunions ministérielles de haut niveau sur la compétitivité, l'énergie et le commerce. Il a alors pris diverses initiatives pour promouvoir un dialogue international, comme par exemple une réunion informelle des ministres de l'énergie des pays de l'UE, des États des Balkans, de la Norvège, de la Suisse et de l'Ukraine sur la sécurité des approvisionnements et des infrastructures. C'était la première fois dans l'histoire que des pays hors de l'UE étaient invités à participer à des débats ministériels de l'UE. En reconnaissance de ses performances sur le plan de la coopération européenne, M. Korolec a été fait Commandeur de l'Ordre de la Couronne par Sa Majesté le Roi des Belges, Albert II.

M. Korolec a siégé au Conseil consultatif UE-Russie sur le gaz, qui regroupe les représentants des principales sociétés gazières de l'UE et de Russie ainsi que des experts issus de centres de recherche universitaires russes et européens. Organe chargé d'évaluer le développement des marchés du gaz, le Conseil formule des recommandations sur la coopération à long terme UE-Russie en matière de gaz.

M. Korolec a été nommé membre du Conseil de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) dont le siège est à Abou Dhabi (EAU).

Il a participé à diverses rencontres et manifestations internationales à l'occasion desquelles il a prononcé de nombreux discours sur le développement économique, le commerce, l'industrie, l'énergie, l'environnement et les changements climatiques.

#### **Expérience professionnelle antérieure**

Entre 2004 et 2005, M. Korolec a travaillé comme associé au sein de la société de consulting Euroidea, spécialisée dans les conseils aux petites et moyennes entreprises sur les plans d'expansion et d'investissement. De 2001 à 2004, en tant que membre du Cabinet du Ministre des affaires européennes polonais, il s'est occupé directement de la préparation de l'adhésion de la Pologne à l'UE, dans les domaines de la libre circulation des biens et de l'agriculture. Avant cela, de 1998 à 2001, il était conseiller auprès du négociateur principal de l'adhésion de la Pologne à l'UE, ses responsabilités portant sur les négociations dans les domaines de la politique de la concurrence, de la libre circulation des biens et des personnes, de l'agriculture et de la protection des consommateurs. C'est à ce titre que M. Korolec a été employé pour une courte durée par la Commission européenne à Bruxelles (2000). Dans les années 1993-1995 et 1997-1998, il a travaillé comme avocat dans divers cabinets juridiques polonais et internationaux ainsi qu'au Département de droit et des traités du Ministère polonais des affaires étrangères. Après ses études en France, il a également occupé plusieurs emplois de courte durée à la préfecture de Haute-Savoie (1995-1996) et au siège de Tokyo du conglomérat industriel Marubeni (1996).

#### **Formation et activités universitaires**

Diplômé en droit à l'université de Varsovie en Pologne. Diplômé de l'École nationale d'administration, Promotion M. Bloch, (1996) (France).

Séminaires et formations divers sur les politiques européennes organisés notamment par le Centre des études européennes de Strasbourg, l'Institut Thomas Asser de La Haye, l'Institut européen d'administration publique, l'Académie de droit européen de Trèves, le Collège d'Europe de Bruges, l'École nationale d'administration publique du Danemark, la Commission européenne, l'Institut européen de Todz.

Enseignant sur les questions de marché intérieur, de politiques de la concurrence et du développement industriel et de politiques commerciales, notamment à l'École nationale d'administration publique (Pologne), à l'Université de Varsovie, au Collegium Civitas de Varsovie et à l'Université européenne J. Tischner de Cracovie.

**Informations personnelles**

Né le 24 décembre 1968, marié et père de quatre enfants. De langue maternelle polonaise, M. Korolec parle couramment l'anglais et le français.



## Pongsvas Svasti

### Données personnelles

Date de naissance: 20 juin 1957

Marié à M<sup>me</sup> Songsmorn Svasti et père de deux enfants

**M. Pongsvas Svasti, ex-Ministre de l'industrie du Royaume de Thaïlande, a une vaste expérience non seulement du développement industriel, mais aussi de la gestion des opérations, des systèmes d'information, de la gestion des ressources humaines et du développement rural.**

**Il a piloté plusieurs initiatives à l'occasion de la remise en état de l'industrie thaïlandaise après la grande inondation de 2011. Son orientation stratégique a permis de perfectionner les normes de production industrielle pour entrer dans la zone de libre-échange de l'ASEAN, de renforcer les capacités des PME, de rétablir la confiance dans l'économie industrielle, et également d'accroître sensiblement les investissements étrangers directs dans le pays.**

**Récemment, il s'est employé en particulier à faire fonction de catalyseur dans la mise en place de la plate-forme pour une industrie créative, à promouvoir des programmes en faveur de l'industrie verte et des économies d'énergie avec le bureau régional de l'ONUDI et à évaluer le programme de développement rural avec l'UNICEF. Il est l'auteur de nombreuses publications de recherche, d'articles et de rapports sur des questions relatives au développement industriel et rural, y compris un rapport IDH (Indice de développement humain) du PNUD.**

### Études

- MPA (Maîtrise en administration publique): Politique et gestion publiques, 1993, John F. Kennedy School of Government de l'Université Harvard, États-Unis d'Amérique
- MSc (Maîtrise ès sciences): Gestion industrielle, 1985, Université du Missouri central, États-Unis d'Amérique
- BSc (Licence ès sciences): Informatique, 1982, Université d'État du Missouri du Sud-Est, États-Unis d'Amérique

### Agrément

Comité des directeurs et des vérificateurs, 2001

Institut des directeurs, Thaïlande

### Fonctions actuelles

Professeur associé dans le domaine de la gestion industrielle et des opérations

École de commerce Thammasat, Bangkok (Thaïlande)

### Distinctions

Bourse de recherche de l'Université Thammasat, Bangkok, 2009

Lauréat du Edward S. Mason fellowship en politique et gestion publiques,  
Institut de développement international de Harvard, 1992-1993  
Titulaire d'une bourse de la Banque mondiale, 1993

## **Faits marquants de sa carrière professionnelle**

### **Carrière ministérielle**

- Ministre de l'industrie, 2012
- Conseiller du Ministre de l'industrie, 2011

En tant que ministre (affaires économiques), M. Pongsvas a joué un rôle clef dans les discussions bilatérales sur les possibilités d'accroître les échanges et les investissements avec la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée, le Bahreïn, le Koweït, le Qatar, la France, l'Allemagne, l'Australie, le Laos et le Myanmar. Sous sa direction, les investissements étrangers directs ont augmenté, s'établissant à 39,4 milliards d'euros, soit une hausse de 133 % par rapport à l'année précédente.

En tant que facilitateur, il a représenté avec efficacité le Gouvernement et piloté plusieurs réunions ministérielles avec le Myanmar sur l'investissement industriel, le renforcement des capacités de la population active et les programmes de réduction de la pauvreté. Ces initiatives ont non seulement préparé le terrain pour le projet de port en haute mer de plusieurs milliards de dollars à Dawei, mais aussi renforcé les liens avec les pays d'Asie en fournissant une assistance technique et des investissements conformément au cadre de la sous-région Bassin du Mékong.

M. Pongsvas a été chargé de préparer l'industrie thaïlandaise à s'intégrer dans la communauté économique de l'ASEAN. Sous sa direction, le retard de quatre ans dont pâtissait le cadre normatif du pays a été systématiquement réduit en vue de son alignement sur la réglementation ASEAN et internationale régissant les principaux produits d'exportation notamment dans le secteur automobile, électronique, agricole et pharmaceutique.

### **Amélioration de l'efficacité énergétique**

- Conseiller du Ministre de l'énergie, 2009-2010
- Conseil d'administration de la Direction du parc industriel de la Thaïlande, 2011-2012
- Conseil d'administration du Fonds thaïlandais pour les économies d'énergie, 2010-2012

M. Pongsvas a beaucoup contribué à promouvoir l'énergie verte en apportant un soutien financier au titre du Fonds pour les économies d'énergie aux fins de recherches sur les énergies renouvelables et alternatives. Il a renforcé les mécanismes dont disposait le pays pour favoriser l'utilisation de l'énergie propre dans le secteur manufacturier, notamment en termes de crédits d'émission de carbone. En outre, sa politique d'efficacité énergétique a mis à profit la norme ISO 50001 sur les systèmes de gestion de l'énergie.

Menées en collaboration avec l'ONUDI, ses campagnes de promotion de l'efficacité énergétique et de l'industrie verte ont eu un fort impact et ont bénéficié de la coopération pleine et entière de toutes les zones industrielles du pays. En outre, M. Pongsvas a travaillé en étroite collaboration avec l'ONUDI en vue de fournir une assistance technique pour le transfert de technologie Sud-Sud à travers la construction d'une usine pilote de production d'éthanol à partir de manioc pour le Myanmar et le Viet Nam.

### **Développement rural et réduction de la pauvreté**

- Directeur de l'Institut de traitement de l'information au service de l'éducation et du développement, 1995-1999 (Directeur adjoint, 1990-1992)
- Activités internationales (1988-2012) menées de concert avec l'ONUDI, le Forum économique mondial, l'UNICEF, la CESAP, le PNUD, l'IDE-Japon (Institute of Developing Economies), le CRDI-Canada (Centre de recherches pour le développement international), l'USAID, l'Organisme japonais de coopération internationale, le CDAP-Malaisie (Centre de développement pour l'Asie et le Pacifique), l'Académie pour le développement des Philippines, le Ministère pakistanais des collectivités locales et du développement rural, le Conseil sri lankais pour l'informatique et les technologies de l'information et l'Institut national malaisien d'administration publique (INTAN)
- Conseil d'administration du Comité national de développement rural, 1986-1996

Dès son entrée dans la fonction publique, M. Pongsvas s'est occupé d'activités liées au développement rural. Son projet de maîtrise des coûts et d'efficacité de l'exploitation, fondé sur la base de données et d'indicateurs ruraux informatisée, a été mis en œuvre au niveau national. Avec la collaboration de l'USAID, du CRDI, du CDAP, de l'Organisme japonais de coopération internationale et de l'UNICEF, ce système a été, et reste encore aujourd'hui, le principal instrument de planification pour le programme thaïlandais de réduction de la pauvreté. En outre, ce mécanisme d'information assorti d'indicateurs ruraux a été appuyé par de nombreux organismes internationaux comme modèle d'aménagement rural, non seulement dans le cadre de l'ASEAN, mais aussi dans la région BIMSTEC (Bay of Bengal Initiative for MultiSectoral Technical and Economic Cooperation/Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle).

Un autre contribution majeure de M. Pongsvas au développement rural a été l'adoption de la méthode d'analyse de données par les agents publics en milieu rural afin de déterminer le potentiel d'investissement des entreprises dans les provinces rurales en termes d'agro-business et d'industrie. M. Pongsvas s'appuie sur les avantages économiques comparatifs pour mettre en évidence les atouts et les faiblesses de chaque économie provinciale. Il analyse les effets des politiques/initiatives à la fois locales et mondiales qui sont susceptibles d'influer sur les investissements. Ensuite, les plans d'investissement des provinces et toutes les mesures nécessaires sont mis à profit pour déterminer les possibilités d'investissement.

Soucieux de promouvoir le développement durable, il a été un acteur majeur de la mise en œuvre de la politique sur les besoins minimaux de base dans les villages. Cette politique met l'accent sur la sensibilisation de chaque famille rurale non

seulement à l'égard des conditions de vie hygiéniques, mais aussi de l'économie d'autosuffisance. En outre, il a apporté un soutien sans réserve à la FAO, à l'OIM (Organisation internationale pour les migrations), au PNUD, à l'UNESCO, au FNUAP, au HCR, à l'ONUDI, à l'OMS et à l'UNICEF pour réaliser le programme conjoint des Nations Unies sur l'intégration des moyens d'existence sur les hauts plateaux, qui est axé sur le développement socioéconomique des tribus montagnardes à travers la diversification des cultures et l'amélioration de la productivité.

### **Développement des PME**

- Directeur adjoint de l'Institut pour le développement des petites et moyennes entreprises, Ministère de l'industrie, 2003-2004
- Vice-Président du Conseil de promotion des PME, 2012

Dans son rôle de catalyseur qu'il exerce avec prudence, M. Pongsvas prend pleinement en compte les problèmes de productivité des PME. Il a beaucoup contribué à la création du premier Institut pour le développement des PME dans le pays. En outre, il a encouragé les PME à innover et exposé le cadre de l'économie créative au secteur industriel, y compris en ce qui concerne les crédits budgétaires, pour soutenir les projets artistiques et artisanaux à l'échelle locale. Par ailleurs, sous sa direction au ministère, un fonds spécial annuel autorenouvelable de 130 millions d'euros a été affecté aux nouveaux diplômés ayant accompli avec succès une formation à l'incubation d'entreprises pour leur permettre de démarrer leur propre entreprise.

Afin de préparer plus d'un million d'entrepreneurs dans le secteur des services pour l'échéance AEC-2015 (ASEAN Economic Community), M. Pongsvas a recherché les lacunes dans le fonctionnement des services et recommandé des lignes directrices pour améliorer la productivité dans 24 types d'entreprises de services. Cette contribution exceptionnelle a servi de cadre national pour équiper les PME dans le secteur considéré.

### **Partenariat avec le secteur privé**

- Vice-Président du Conseil thaïlandais de l'investissement, 2011-2012
- Comité d'audit de l'Organisme thaïlandais de protection des dépôts, 2010-2012
- Conseil consultatif de la Caisse d'épargne nationale (CSR), 2008
- Conseil d'administration du Comité d'audit et de gouvernance des entreprises, PTT Exploration and Production Public Co., 2010-2011, IRPC Public Co., 2009-2012 et MFEC Public Co., 1999-2012

Les partenariats avec le secteur privé représentent également un atout majeur de M. Pongsvas. Celui-ci a régulièrement noué le dialogue avec les chambres de commerce à la fois locales et étrangères, y compris les partenaires et organismes d'investissement comme l'Organisme japonais pour le commerce extérieur, Keidanren (Fédération japonaise des organismes économiques) et l'USABC. Ces liens doivent encourager le pays à promouvoir la bonne gouvernance d'entreprise, la diversité et la connectivité mondiale, et offrir des possibilités d'assurer la

compétitivité. Dans ce contexte, de nombreuses collectivités ont tiré parti d'une collaboration majeure aux programmes de la CSR visant à assurer la coexistence de l'industrie et de leur environnement local.

Convaincu de l'utilité d'une action synergique, M. Pongsvas a piloté la mise en place d'alliances sectorielles stratégiques entre les membres de l'ASEAN dans des secteurs industriels potentiels, comme l'Alliance pour la nourriture halal, l'Alliance pour les minéraux et l'Alliance pour le caoutchouc. Ces partenariats visent à mettre en commun des informations sur le secteur l'industriel, à échanger des technologies et à promouvoir la collaboration avec le marché.

### **Valorisation du capital humain**

- Conseiller du Ministre des affaires universitaires, 2004
- Vice-Président chargé de la planification et du développement technologique, Université Thammasat, 2004-2007
- Vice-Président chargé du personnel et des affaires juridiques, Université Thammasat, 2000-2003
- Doyen de l'Institut pour l'innovation, Université Thammasat, 2007-2010
- Membre du conseil du Comité national de la recherche de la Thaïlande, 2004-2012
- Membre du conseil du Comité de la politique et de la planification de l'enseignement supérieur, 2000-2011
- Conseil d'administration du Centre national d'électronique et d'informatique, 2003-2005

Éducateur visionnaire, M. Pongsvas a introduit l'Internet ainsi que la première page Web et le service de courriel à l'université en 1993. Il a ensuite conçu et mis en œuvre le plan du réseau numérique à haut débit sur quatre campus, faisant de ce réseau la ressource la plus utile à l'appui de l'apprentissage, de l'enseignement et de la recherche.

En tant qu'agent principal pour le changement, il a réformé la structure de gestion des ressources humaines de l'université en mettant en place un système efficace d'évaluation du comportement professionnel ainsi qu'un mécanisme d'ajustement des rémunérations plus convaincant. En outre, il est l'un des fondateurs d'un centre de recherche et de trois nouvelles facultés, la Faculté de santé publique, la Faculté d'architecture et d'urbanisme, et l'Institut pour l'innovation. Grâce à ses contributions, des milliers de diplômés ont bénéficié d'une formation approfondie fondée sur une méthode pédagogique de pointe au service de la société.

### **L'art et la science de la gestion de l'organisation**

- Un ensemble de qualités exceptionnelles

À travers sa carrière dans la fonction publique, M. Pongsvas a administré plus de 50 projets de recherche et de conseil. Beaucoup d'entre eux ont apporté de grands avantages au pays, par exemple, les projets de développement rural que M. Pongsvas lui-même a dirigés lors de leur mise en œuvre à l'échelle nationale.

S'agissant de la gestion d'une organisation, il possède une connaissance approfondie du contrôle et de la gestion de la formulation, de la validation, de la justification et de l'exécution des budgets. Il a une idée précise des modèles de répartition des coûts, des systèmes d'information et des fonctions de notification. Il connaît bien la structure d'organisation, et il s'est toujours imprégné de la culture d'organisation afin de s'y adapter ou de l'ajuster. Il a entièrement développé des connaissances systématisées concernant les principes de gestion, les règles et les modèles de généralisation, qui sont par nature universels et s'appliquent partout où l'action de différentes personnes doit être coordonnée.

Par pratique et par expérience, il est un administrateur de carrière. Il a dirigé un institut de technologies de l'information, un institut de formation et des ensembles immobiliers. Il a été doyen d'un institut et a occupé deux postes de vice-président d'une grande université comptant près de 30 000 étudiants et plus de 6 000 professeurs et membres du personnel. Il a siégé au conseil d'administration de trois grandes entreprises publiques, dont une figure parmi les 500 premières à l'échelle mondiale. Il s'est acquitté de nombreuses fonctions consultatives non seulement dans des entreprises publiques, d'État ou privées, mais aussi dans des établissements d'enseignement et des collectivités.

Comme en témoigne son étonnante carrière, M. Pongsvas est non seulement un enseignant mais aussi un apprenant, un analyste de systèmes doué d'un sens profond de l'observation, un chercheur original, un directeur de projet axé sur les résultats, un responsable de haut niveau, un décideur et un leader visionnaire.

#### **Liste de quelques publications**

Compass for Thai Industry towards ASEAN Economic Community, École de commerce Thammasat, décembre 2012.

The Great Wall: Obstacles for Foreign Investment in China, Journal of Business Administration, Université Thammasat, novembre 2011.

SME Business Innovation, Thammasat University Press, février 2009.

Gaps to Success for SME Service Industry (dir. publ. en collaboration avec K. Rohitratana et K. Leopairoj), Service du développement des entreprises, mai 2009.

Science and Technology Human Resources Development with University and Industry Collaboration Mechanisms (avec P. Sinerat et L. Tritos), Journal of Human Resources Development, Université Thammasat, vol. 1/3, octobre 2008.

Manufacturing Strategy: Evidences from Newly Industrialized Country (avec T. Laosirihongtong et L. Lim), Actes de la Conférence sur la gestion de la production et des opérations ("POM Conference"), 2008, Tokyo, août 2008.

Geographical Structure of Dengue Transmission and Its Determinants in Thailand, Journal of Epidemiology Infection (avec Y. Nagao, A. Tawatsin et U. Thavara), Cambridge University Press, juillet 2007.

ERP: Technology for Production and Organization Management in Business and Productivity, Thammasat University Press, novembre 2006.

Business and Productivity, (dir. publ.) Thammasat University Press, novembre 2006.

Directions of Cottage Industry in Thailand During 1998 Economic Crisis, compte rendu d'un colloque sur l'administration des entreprises, École de commerce et de comptabilité, novembre 1998, p. 529 à 562.

GIS for Environmental Planning, compte rendu d'un séminaire international sur les systèmes d'information géographique et l'application des techniques de télédétection à la gestion des ressources et au développement rural, Faculté de science et de technologie, Université Thammasat, 28 septembre 1998, p. 4 à 8.

Reality and Problems of Economic Development and Industrialization in Thailand (avec C. Meepokee), Journal of Business Administration, École de commerce et de comptabilité, Université Thammasat, vol. 68, septembre 1995.

Districts Development Indicators, avec T. Norabhoompipat et P. Masnee, Rattasart Sarn (Journal of Political Science), Université Thammasat, juillet 1992.

Thailand Human Development Indicators (avec N. Chaiyasoot et coll.), rapport établi pour le PNUD, 1991.

Provincial Information System: A Micro Computer Application for Rural Development in Thailand, Centre de développement pour l'Asie et le Pacifique, Kuala Lumpur, juin 1988.

Provincial Information System: Strategic Approach for Planning, Plan Coordination, and Monitoring & Evaluation (avec W. Suvachitanont), Centre national de coordination du développement rural, juillet 1988.

---